

### Iran : des directions opposées

*Ce texte est une traduction par Benoît Pélopidas de l'article paru dans The New Republic le 20 octobre avec l'autorisation de son auteur. Les vues qui y sont exprimées n'engagent que ce dernier.*

Le régime iranien a fait les unes cette semaine [3 octobre Ndt] du fait de l'annonce selon laquelle il autorisera des inspections de son site d'enrichissement récemment découvert à Qom, et son acceptation, certes ambiguë, de laisser la Russie ou la France gérer l'enrichissement. Moins rapportées, les déclarations récentes de l'opposition iranienne contre le programme nucléaire sont en fait plus importantes. Elles mettent en garde les dirigeants occidentaux de ne pas se laisser duper par les dernières concessions d'Ahmadinejad et offrent une alternative viable à l'impasse actuelle.

Les dirigeants iraniens savent que chaque décision politique concernant l'Iran en Occident, ou même en Russie et en Chine, est hantée par le spectre du mouvement démocratique iranien – une reconnaissance que le régime souffre de profondes fissures internes et d'un manque de légitimité dans le pays. Les oscillations de la Russie quant à son soutien au gouvernement iranien actuel laissent le Guide Suprême Ali Khamenei et le Président Mahmoud Ahmadinejad penser qu'ils peuvent perdre leur soutien international.

Leur politique étrangère est fondée sur l'idée que la Russie et la Chine les soutiendront contre toute sanction grave des Nations Unies. Pour assurer la pérennité de ce soutien crucial, le régime a dû faire des concessions sur la question nucléaire. De plus, Khamenei ne veut pas se battre sur deux fronts : avec les démocrates iraniens dans le pays, avec la communauté internationale à l'extérieur.

Alors que le régime montre des signes de conciliation à l'Occident, dans le pays, il a tenté de vendre le dernier accord comme une grande victoire. Le monde, selon leur message, a changé d'approche et accepté les termes de l'Iran. Par exemple, vendredi, le commandant du Corps des Gardiens de la Révolution, s'adressant à 300 sympathisants des Bassidjis réunis dans l'enceinte de l'ambassade américaine à Téhéran, toujours occupée, a annoncé que le style de négociation à la Khatami était l'équivalent d'une trahison et l'Iran nouvellement investi impose ses termes à l'Occident.

Le message, souvent implicite et parfois explicite, est que la politique de confrontation poursuivie par Khamenei et Ahmadinejad – par opposition à la politique de négociation avec

l'Occident suggérée par les réformistes – leur a permis de négocier maintenant en position de force. Pour renforcer ce message, ils ont également procédé à l'essai d'un nouveau missile de portée intermédiaire, à titre de provocation. La suggestion d'Ahmadinejad selon laquelle la prochaine réunion du groupe des 5+1 devait se dérouler au niveau des chefs d'Etat prend sa source dans son besoin d'une opération de photo légitimante plutôt que dans une quelconque initiative politique substantielle.

Les démocrates iraniens, de l'autre côté, ont ces derniers jours fait un effort intense pour dire au monde que le régime est en fait en train de négocier en position de faiblesse, qu'il n'a pas l'intention de respecter quelque accord auquel il consent maintenant ; et, plus important, que les démocrates s'engagent à approcher la question nucléaire d'une manière différente par rapport au régime actuel. Ce sont ces déclarations qui méritent le plus d'attention en Occident.

Au cours des dernières années, le régime de Téhéran et ses apologues en Amérique ont cultivé le mythe selon lequel il y aurait un « consensus national » en Iran sur la question nucléaire, et que rien ne sépare le régime de ses opposants démocrates. De cette prémisse fautive, nombre d'hommes politiques tirent la conclusion que les Etats-Unis doivent conclure un accord avec le régime actuel et ne pas attendre ou se préoccuper d'un Iran plus démocratique. Trois déclarations au cours des derniers jours ont prouvé que cette prémisse était fautive. En lisant ces déclarations, nous devons garder à l'esprit que les réformistes tentent tous de trouver un compromis : distinguer leur position de celle du régime sans lui offrir l'occasion de les accuser de vendre les droits souverains de l'Iran.

D'abord, au début de la semaine passée [*encore une fois, l'article date du 3 octobre*] Mohsen Makhmalbaff, porte parole du mouvement vert a fait une annonce. Dans un langage prudemment calibré qui permettrait aux dirigeants démocrates en Iran de nier tout en convaincant le lecteur qu'il parlait en fait en leur nom, Makhmalbaff a déclaré que les démocrates iraniens ne veulent pas de bombe nucléaire, ils comprennent les angoisses de la communauté internationale relatives au programme du régime actuel et les partagent.

Les démocrates iraniens savent pleinement qu'un Khamenei doté d'une arme nucléaire est d'abord et avant tout une menace pour leur propre sécurité. Au niveau le plus basique, si un accident du type de Tchernobyl se produit à Bushehr, le site du réacteur iranien, ce sont les Iraniens qui vont en payer les conséquences. Ce n'est pas une peur déraisonnable, dans la mesure où des parties du réacteur ont été achetées au marché noir, que des scientifiques douteux [*rogue scientists NdT*] ont joué un rôle significatif dans la construction du réacteur – qui se trouve dans une partie de l'Iran particulièrement propice aux tremblements de terre.

Plus important, le régime, doté du pouvoir nucléaire se croira imperméable aux pressions extérieures, rien ne l'empêchant d'utiliser tous les moyens nécessaires pour faire reculer le progrès démocratique dans le pays. La déclaration de Makhmalbaff formule clairement leur peur que le régime veuille la bombe pour consolider son emprise sur le pouvoir.

En l'espace de quelques jours, cette déclaration a été suivie d'une autre de l'actuel chef de l'opposition Mehdi Karoubi, qui a répété *verbatim* certains des mots de Makhmalbaff. Karoubi a débuté sa déclaration en suggérant qu'un régime qui ment à son propre peuple ment au monde – en d'autres termes, ne croyez rien de ce que le régime promet maintenant, ils vont manquer à leurs promesses comme ils ont manqué à leurs nombreux engagements vis-à-vis du peuple d'Iran. Il a déclaré de manière définitive que les démocrates iraniens n'avaient pas l'intention de se doter d'une bombe atomique. Et dans ce qui est peut être le mot le plus significatif de cette semaine [3 octobre NdT], Mir-Hossein Moussavi, meneur de l'opposition généralement prudent, a fait part de ces mêmes sentiments dans une déclaration cette semaine, accusant l'aventurisme nucléaire du régime d'avoir conduit l'Iran au bord du gouffre.

Alors que les dirigeants du Mouvement Vert ont antérieurement remis en cause le bienfondé stratégique et les risques moraux d'une bombe nucléaire, ces déclarations récentes portent le rejet le plus clair et le plus véhément de la poursuite d'armes nucléaires par l'Iran. Ils savent que le régime actuel, assiégé dans le pays par des tensions dans ses propres rangs et un corps de citoyens qui continue de le défier, semble vouloir faire des concessions de court-terme à l'Occident en échange de la garantie qu'il n'appuiera pas sur les questions de droits de l'homme – un accord global similaire à celui passé avec la Libye. Mais l'opposition iranienne met en garde contre le fait que, contrairement au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, Khamenei et Ahmadinejad n'ont pas l'intention de mettre un terme à leur quête – mais seulement de gagner assez de temps de surmonter la crise interne actuelle.

Les Etats-Unis et autres Etats occidentaux seraient bien inspirés d'écouter les mises en garde des démocrates iraniens. Depuis près de deux décennies, l'Occident a été dupé et a joué un jeu dont le régime islamique sait qu'il va le gagner. L'Occident a attaqué l'Iran là où ses défenses sont les plus fortes tout en ignorant son maillon le plus faible. Le régime a gagné la bataille nucléaire contre le monde et est en train de perdre – il est passé près de la défaite – la guerre pour la démocratie contre le peuple de l'Iran. Au lieu de jouer un jeu perdu d'avance, l'Occident devrait jouer un jeu qu'il peut gagner. Quand les négociations échouent inévitablement, ni l'action militaire ni les sanctions partielles ne vont stopper l'élan vers les armes nucléaires. Seul un Iran démocratique peut résoudre l'impasse actuelle.